

l'École d'Agriculture, des maisons d'enseignement qui manifestent continuellement un dévouement inlassable. Je n'oublie pas non plus le plan d'essais et d'expérimentation de la Défense nationale, à Nicolet, et l'investissement tout récent de 106 millions de dollars entièrement financé par le gouvernement fédéral pour l'usine thermonucléaire, à Gentilly.

Monsieur l'Orateur, j'ai été heureux, il y a une semaine, d'assister à la bénédiction d'un centre culturel. Le gouvernement central avait fourni \$50,000, c'est-à-dire 50 p. 100 du coût de la construction de cette bâtisse. Ce centre avait été érigé à Saint-Grégoire, dans une des sept municipalités qui forment la nouvelle ville de Bécancour. Cette ville, jeune d'à peine un an et demi, sera peut-être la plus industrielle du Canada, puisqu'on projette d'y ériger une sidérurgie.

Tout de même, ce comté reste entièrement, agricole, comme je le disais tout à l'heure. Au fait, on y cultive la pomme de terre, on s'occupe de l'élevage du porc, mais c'est l'industrie laitière qui domine. Étant donné que je suis un cultivateur, dans mon discours, je ne pourrais faire autrement que de traiter de choses qui ont trait à l'agriculture. J'ai pensé à tout ce que le gouvernement actuel a fait dans ce domaine. Je dois dire que j'en suis fier, même si nous n'avons pas encore atteint les objectifs que la classe agricole réclame par son association professionnelle.

Pour illustrer cela, si vous voulez, je me reporterai à l'année 1957. Encore-là, je ne voudrais pas que les députés, surtout ceux de l'opposition, croient que je veuille essayer de faire une critique systématique, parce que je ne pense pas qu'il soit normal pour un citoyen d'essayer de bâtir tout en détruisant. Je ne voudrais pas être de ceux-là. Mais il faut tout de même, à la lumière des faits et des discours que j'ai entendus, que j'essaie de faire une certaine différence entre ce que j'ai vécu, parce que là, n'oubliez pas que les chiffres que je vais donner sont d'une période que j'ai vécue.

En 1957, sur ma propre ferme, je vendais les cent livres de lait \$2.90; pour une production de 300,000 livres de lait, ceci me donnait un revenu de \$8,700.

Six ans plus tard, en 1963, je vendais les cent livres de lait \$2.76. Alors, à cause de cette diminution, dans six années d'administration, mon revenu était de \$8,280.

Je peux considérer qu'il y a plus de \$400 de différence, et pourtant le coût de la vie avait monté pour les cultivateurs comme pour les autres classes de la société.

De 1963 à 1966, sous une administration qui a peut-être compris les problèmes de l'Est du Canada et de l'industrie laitière canadienne, je pouvais vendre du lait à \$4 les cent livres, pour une production de 300,000 livres de lait,

cela veut dire que je pouvais toucher un revenu de \$12,000.

Si je me reporte à la politique laitière annoncée par l'honorable ministre de l'Agriculture en mars 1967, ce prix a été haussé à \$4.75. Celui qui produira une quantité de 300,000 livres de lait touchera donc \$14,250. C'est une augmentation assez considérable, et je pense qu'il est normal de le signaler. Il n'y a pas deux députés qui savent plus que moi ce dont l'agriculture a le plus besoin, parce que j'ai vécu ces problèmes-là moi-même.

À la lumière de ces chiffres, je peux peut-être constater le sérieux de la politique ou des mesures mises de l'avant par le gouvernement actuel.

La même situation se produisait au sujet du porc, lorsqu'en 1957, le gouvernement de l'époque laissait les rênes de l'administration du pays à un autre gouvernement. Nous avions, nous, cultivateurs de l'Est du Canada, et même de tout le pays, la garantie que, en industrie porcine, nous pouvions nous baser sur un prix d'au moins \$23 les 100 livres; personne n'arrivait avec ce prix, mais nous étions certains qu'il ne baisserait pas en bas des \$23.

En 1958, de grands connaisseurs en agriculture se sont promenés dans ma région, comme dans toutes les régions du Canada, probablement, et nous ont dit: Cultivateurs, produisez du lait, produisez du lard et vos produits vous seront payés, parce qu'il y a un gouvernement qui projette de faire une sorte d'évolution en agriculture. Nous lui avons fait confiance, et quels ont été les résultats? En 1959, et plus précisément durant la deuxième semaine de janvier, je vendais du lard, personnellement, à \$17.80; la semaine suivante, je le vendais à 18.10, et cela sous un régime en qui le Canada avait mis sa confiance.

Il était malheureux d'entendre un père dire: Mes garçons, vous vivez ce que j'ai vécu dans les années 1929, 1930, 1931 et 1932. Il nous a peut-être fallu exercer des pressions assez considérables, au point de passer, en milieu rural, pour des gens qui aimaient se lamenter. Voilà pourquoi je serai fier, dans quelques instants, de revenir à une question qui a été posée de l'autre côté de la Chambre, tout à l'heure, et d'y apporter certaines précisions.

Depuis que je siège en cette enceinte et que j'entends ceux qui ont administré le Canada à ce moment-là, durant la période que nous appelions «la période de noirceur», il m'est difficile de les prendre au sérieux. Combien d'autres mesures législatives n'avions-nous pas réclamées, comme une commission canadienne de l'industrie laitière, une agence de distribution des grains de provende pour l'Est du Canada, l'assurance-chômage en milieu rural!